

Le Jour, 1952
2 juillet 1952

POLITIQUE ECONOMIQUE

Les questions économiques au Liban devraient retenir **beaucoup plus l'attention**. Une politique cohérente de l'économie libanaise s'impose.

Si, avec la venue de la saison où les récoltes se font et où les visiteurs se multiplient, le Liban peut compter sur des ressources probablement accrues cette année, cela ne veut pas dire que nous puissions opposer indéfiniment à la conjoncture universelle et à la politique économique syrienne à notre égard, l'indifférence et l'inertie.

En raison de la situation nouvelle, la vie économique au Liban est à réorganiser par le fond. Or de cela, on ne s'occupe guère. Au lieu de s'emparer de ce problème fondamental, l'Etat donne le spectacle d'une indifférence olympienne. Et l'été étant bien entendu la saison des loisirs, on peut craindre que la négligence se traduise par une véritable absence.

Une difficulté majeure comme celle avec laquelle on est confronté, on ne peut pas sans grave danger l'ignorer jusqu'à l'an prochain.

C'est, par-dessus tout, une question d'organisation et d'équipement libanais ; et le but, en tout, est qualitatif.

Les services que nous rendons, les facilités que nous faisons, les avantages que nous procurons dans tous les domaines, il faut les coordonner et les rendre plus sensibles, plus précieux. **Cela va de la vie scolaire et universitaire au commerce de transit, en passant par les hôtels, par les maisons de repos et les soins médicaux, par les choses de la mode et du goût, par les agréments du séjour, etc...** Une énumération logique qui serait une sorte d'inventaire de nos richesses réelles ou virtuelles, il la faut établir de façon méthodique. C'est la besogne des départements ministériels intéressés.

Tout notre avenir est fondé sur la qualité, et c'est par là que, toujours, nous attendrons le salut ; la qualité du service, la qualité du produit, voilà ce qui compte. C'est donc, par-dessus tout, une question d'ordre et de largeur de vues mais évidemment, aussi, de compétence.

Ce que nous préconisons, c'est un travail de coordination et de mise au point confié à un petit nombre de hauts-fonctionnaires à pouvoirs étendus ; des fonctionnaires qu'on libérerait totalement, ou presque, disons pendant un mois, et qui pourraient travailler d'arrache-pied, sûrs, à la fin, de voir leurs conclusions adoptées. Ces hauts-fonctionnaires, trois ou quatre, pourraient se faire aider comme ils le voudraient, et les décrets nécessaires seraient pris sans retard.

La législation en vigueur paraît suffire amplement à cela. Si elle ne suffisait pas, on y pourvoirait.

Mais nous ne nous dissimulons pas qu'en cette matière. A la source de l'invention, il y a toujours une question de capitaux à trouver ; et, à son terme, une question de travaux à mettre en marche. C'est là que les soucis qu'on a donnés au capital étranger sont une faute sans excuse.

Depuis six mois, au lieu de construire d'urgence comme l'eut fallu, et comme il le faudrait, nous lâchons follement la proie pour l'ombre. C'est une sorte de suicide lent dont les résultats peuvent toucher au désastre.

Voici donc qu'une fois de plus nous alertons l'autorité. Sans autorité, toute la philosophie serait vaine.

En matière économique comme en matière politique, c'est entre un redressement vigoureux et une dérive qu'il faut choisir.